

Geert Wilders, le "réac" hollandais

A l'approche des législatives du 15 mars, aux Pays-Bas, le leader du Parti pour la liberté (PVV) mobilise toute l'attention. Portrait d'un trublion.

de notre envoyé spécial, Marc Epstein

Les électeurs des Etats-Unis ont surpris le reste du monde en portant à la tête de leur pays Donald Trump, candidat original et controversé. Mais l'Amérique, soyons francs, c'est un peu comme les films de Hollywood : on n'est jamais à l'abri d'une surprise. Que les habitants des Pays-Bas, réputés placides et tolérants, puissent accorder une majorité de leurs voix, lors des élections législatives du 15 mars, à un provocateur d'extrême droite aux cheveux teints en blond et coiffés à la Pompadour, condamné il y a quelques mois pour des propos racistes, voilà qui est plus étonnant.

La popularité de Geert Wilders témoigne de la montée en puissance du populisme et de la xénophobie dans une des plus anciennes démocraties d'Europe : son programme, limité à quelques phrases, appelle à la fermeture de toutes les mosquées, à l'interdiction du Coran et à la fermeture des frontières aux demandeurs d'asile. Le leader du Parti pour la liberté (PVV) a participé à plusieurs meetings de Donald Trump aux Etats-Unis. Comme son alter ego américain, il mène l'essentiel de sa campagne par l'intermédiaire de Twitter, tient des propos ambigus sur « l'élite » et fustige les migrants – les musulmans, en particulier. L'excentricité de Wilders, enfin, comme celle de Trump, lui confère un côté excitant et inattendu, à l'opposé des politiciens professionnels de la scène néerlandaise, aux discours souvent convenus et ennuyeux.

Sa rhétorique nationaliste inquiète les habitants d'Amsterdam, multi-

lingues et à l'aise dans une économie mondialisée, mais elle séduit un nombre croissant d'électeurs dans le pays : les derniers sondages le donnent à égalité avec le Parti libéral (VVD) du Premier ministre, Mark Rutte. En raison du paysage politique toujours plus émiétté, qui impose le consensus, cela ne suffira pas à faire de lui le prochain Premier ministre. Il n'empêche. Le discours de Wilders, sa dénonciation d'une prétendue « islamisation de la société » et ses interrogations sur « l'identité néerlandaise » dominent d'ores et déjà le débat politique et commentent à déteindre sur le reste du paysage politique. Preuve en est, le changement de ton de l'actuel chef de gouvernement : dans une lettre ouverte publiée le 23 janvier, Rutte a interpellé « ceux qui refusent de s'adapter, critiquent nos habitudes et rejettent nos valeurs ». Sa conclusion : « Conduisez-vous normalement ou partez. »

Comment expliquer la popularité de Wilders dans ce pays si prospère, stable et bourgeois, où seuls 4 % de la population sont de confession musulmane ? Pour comprendre, il faut découvrir les racines du personnage. Il est né il y a 53 ans dans la province de Limbourg, dans le sud du pays, une région catholique éloignée des zones côtières et cosmopolites, où l'activité économique peine à se remettre de la fermeture

Un test européen ?

L'élection aux Pays-Bas est la première de quatre scrutins à haut risque, en 2017, dans les pays de l'Union européenne. Elle précède de quelques semaines la présidentielle en France, le 23 avril, qui sera suivie des législatives en Allemagne, le 24 septembre. Selon toute vraisemblance, les Italiens seront appelés aux urnes, eux aussi,

avant la fin de l'année. De Geert Wilders à Marine Le Pen, et de l'AfD, en Allemagne, à la Ligue du Nord et au Mouvement 5 étoiles, en Italie, le courant populiste a le vent en poupe, d'où l'intérêt particulier du scrutin néerlandais. Les événements touchant les Pays-Bas ont souvent été annonciateurs d'évolutions ailleurs en Europe.



R. DE WAAL/AN/AP

Provocateur Geert Wilders ne sera pas le prochain Premier ministre. Mais sa rhétorique identitaire domine les débats.

des mines de charbon, dans les années 1980. Sa mère est eurasiennne, ou « indo », selon l'expression locale ; à l'image des « pieds noirs » issus de l'ancienne Algérie française, les Néerlandais installés naguère en Indonésie ont tendance à être conservateurs et méfiants, souvent, à l'égard de l'islam. « C'est la grande obsession de Geert Wilders, explique un haut fonctionnaire qui l'a rencontré à plusieurs reprises. Sur d'autres sujets, il a pu se montrer pragmatique. Il n'a pas hésité à approuver le recul de l'âge de la retraite, par exemple, alors que les personnes âgées représentent une part importante de son électorat. Sur l'islam, en revanche, il refuse la moindre concession. Au contraire, son discours est de plus en plus radical. » A l'écouter, « Bruxelles » et la religion musulmane menacent l'identité des Pays-Bas, avec la complicité passive des élites cosmopolites d'Amsterdam, de Rotterdam et de La Haye. Son hostilité à l'islam explique sa proximité avec la droite israélienne, où il compte de nombreux amis : « Dans sa vision du monde, explique un ancien proche, Israël est en première

ligne contre ce qu'il perçoit comme l'islam conquérant. » Comme Marine Le Pen, qui prétend défendre la laïcité et les fondements de la république, le leader du PVV évoque la tradition néerlandaise de tolérance pour mieux s'en prendre aux musulmans, accusés de menacer le mode de vie néerlandais parce qu'ils détesteraient les homosexuels et maltraiteraient les femmes.

Aux yeux de nombreux électeurs, la situation personnelle de Wilders confirme la justesse de son analyse. Menacé de mort, il est sous très haute protection depuis 2004, l'année où le cinéaste Theo van Gogh a été poignardé, à Amsterdam, par un islamiste radical. Obligé de vivre dans des maisons sécurisées, il se déplace accompagné en permanence d'une demi-douzaine d'agents de sécurité. A la Chambre des députés de La Haye, où les visiteurs circulent en toute liberté, le bureau de Wilders n'est accessible que par un sas ultra-protégé. « C'est une difficulté pour nous, explique un parlementaire. L'impression donnée, volontairement ou non, c'est qu'il est prêt à mourir pour pouvoir affirmer à haute voix ce

que nous autres n'osons pas dire. Et peu importe si c'est faux. »

L'hostilité de Wilders ne se limite pas aux musulmans et à « Bruxelles ». Il est en guerre contre tout le système politique, à commencer par le prétendument « faux » système judiciaire et le « faux » Parlement. Son ennemi, en somme, c'est la démocratie. Gageons que celle-ci s'en remettra : au lendemain des élections, le pouvoir appartiendra aux trois ou quatre partis qui parviendront à sceller une coalition de gouvernement. La radicalisation croissante de Wilders l'exclut d'emblée.

« Ce scénario lui convient, résume Meindert Fennema, politologue et auteur d'une biographie de référence sur le personnage. Il ne souhaite pas devenir Premier ministre. A quoi bon ? Ses idées dominent déjà le débat politique, et ses convictions idéologiques sont plus importantes que sa soif de pouvoir. Geert Wilders est un solitaire, qui ne consulte jamais ses proches avant de prendre une décision. Un personnage tragique, par bien des aspects. » C'est aussi, peut-être, une des raisons pour lesquelles il fascine ? ■